



CDDH-MIG(2019)15
03/10/2019

STEERING COMMITTEE FOR HUMAN RIGHTS
(CDDH)

**DRAFTING GROUP ON MIGRATION AND HUMAN RIGHTS
(CDDH-MIG)**

Compilation d'informations pertinentes sur les alternatives à la rétention dans le
contexte des migrations¹

¹ Cette compilation comprend la plupart des références utilisées dans l'analyse du CDDH des [Aspects juridiques et pratiques des alternatives à la rétention dans le contexte des migrations](#). Des documents importants publiés depuis sa publication ont également été ajoutés.

TABLE DES MATIÈRES

I.	CONSEIL DE L'EUROPE	4
1.	Instruments juridiques	4
2.	Cour Européen des Droits de l'Homme	4
3.	Comité européen des droits sociaux	7
4.	Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants	8
5.	Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains	8
6.	Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels	8
7.	Comité des ministres	8
8.	Assemblée parlementaire	9
9.	Représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés	9
10.	Commissaire aux droits de l'homme	10
11.	Programme européen de formation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit (HELP)	11
12.	Autres publications	11
II.	UNION EUROPÉENNE	11
1.	Instruments juridiques	11
2.	Cour de justice de l'Union européenne	12
3.	Commission européenne	12
4.	Parlement européen	13
5.	Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne	13
6.	Réseau européen des migrations	13
III.	NATIONS UNIES	13
1.	Instruments juridiques	13
2.	Standards normatifs	14
3.	Organes de traités	14
3.1	Comité des droits de l'homme	14
3.1.1	Enfants	14
3.1.2	Observations générales	15
3.2	<i>Comité des droits économiques, sociaux et culturels</i>	15
3.3	<i>Comité des droits de l'enfant</i>	15
3.4	<i>Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille</i>	16
3.5	<i>Comité contre la torture</i>	16
3.6	<i>Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes</i>	16
3.7	<i>Comité des droits des personnes handicapées</i>	16
4.	Haute Commissaire pour les réfugiés	17
4.1	<i>Documents relatifs à la politique et à la gouvernance, lignes directrices, rapports, etc.</i>	17

4.2	<i>ExCom et Comité permanent</i>	17
4.3	<i>Manuels, outils de formation, etc.</i>	18
5.	Organisation Internationale pour les Migrations	18
6.	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	18
7.	Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.....	18
7.1	<i>Groupe de travail sur la détention arbitraire</i>	18
7.2	<i>Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants</i>	19
7.3	<i>Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants</i>	19
7.4	<i>Rapporteuse spéciale sur la traite des personnes</i>	19
8.	Fond des Nations Unies pour l'enfance.....	19
IV.	DOCUMENTS DE BASE	20
1.	Études, rapports, articles, etc.....	20
2.	Outils en ligne	21

I. CONSEIL DE L'EUROPE

1. Instruments juridiques

[Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, 04 novembre 1950, telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14](#)

[Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, 11 mai 2011](#)

[Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, 25 octobre 2007](#)

[Charte sociale européenne \(révisée\), 3 mai 1996](#)

[Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant, 24 novembre 1977](#)

2. Cour Européen des Droits de l'Homme

[Feilazoo c. Malte, no. 6865/19, 13 septembre 2019](#) (uniquement en anglais)

[Dshijri c. Hongrie, No. 21325/16, 28 août 2019](#) (uniquement en anglais)

[Haghilo c. Chypre, No. 47920/12, 26 juin 2019](#) (uniquement en anglais)

[O.S.A. et autres c. Grèce, no. 39065/16, 21 juin 2019](#)

[S.Z c. Grèce, No. 66702/13, 21 juin 2019](#) (uniquement en anglais)

[SH.D et autres c. Grèce, Autriche, Croatie, Hongrie, Macédoine du Nord, Serbie et Slovénie, no. 14165/16, 13 juin 2019](#)

[H.A. et Autres c. Grèce, no. 19951/16, 28 mai 2019](#)

[A.S. c. Russia, No. 17833/16, 21 May 2019](#) (uniquement en anglais)

[Z.A. et autres c. Russie, nos. 61411/15 et trois autres, 28 mars 2018](#) (renvoi devant la Grande Chambre)

[S.F. et autres c. Bulgarie, no. 8138/16, 07 mars 2018](#) (uniquement en anglais)

[J.R. et autres c. Grèce, no. 22696/16, 25 janvier 2018](#)

[Thimothawes c. Belgique, no. 39061/11, 04 avril 2017](#)

[Ilias et Ahmed c. Hongrie, no. 47287/15, 14 mars 2017](#) (renvoi devant la Grande Chambre)

[De Tommaso v. Italie, no. 43395/09, 23 février 2017 \[GC\]](#)

[S.K. c. Russie, no. 52722/15, 14 février 2017](#) (uniquement en anglais)

[Khlaifia et autres c. Italie, no 16483/12, 15 décembre 2016 \[GC\]](#)

[Abdullahi Elmi et Aweys Abubakar c. Malte, nos. 25794/13 and 28151/12, 22 novembre 2016](#) (uniquement en anglais)

[A.B. et Autres c. France, no. 11593/12, 12 juillet 2016](#)

[A.M. et Autres c. France, no. 24587/12, 12 juillet 2016](#)

[R.K. et Autres c. France, no. 68264/14, 12 juillet 2016](#)

[R.C. et V.C. c. France, no. 76491/14, 12 juillet 2016](#)

[O.M. c. Hongrie, no. 9912/15, 5 juillet 2016](#) (uniquement en anglais)

[Abdi Mahamud c. Malte, no. 56796/13, 3 mai 2016](#) (uniquement en anglais)

[Mahamed Jama c. Malte, no. 10290/13, 26 novembre 2015](#) (uniquement en anglais)

[Nabil et autres c. Hongrie, no. 62116/12, 22 septembre 2015](#) (uniquement en anglais)

[Kim c. Russie, no. 44260/13, 17 juillet 2014](#) (uniquement en anglais)

[Mohammadi c. Autriche, no. 71932/12, 3 juillet 2014](#) (uniquement en anglais)

[Ermakov c. Russie, no. 43165/10, 7 novembre 2013](#) (uniquement en anglais)

[Suso Musa c. Malte, no. 42337/12, 23 juillet 2013](#)

[Azimov c. Russie, no. 67474/11, 18 avril 2013](#) (uniquement en anglais)

[Nada c. Suisse, no. 10593/08, 12 septembre 2012 \[GC\]](#)

[Mahmundi et Autres c. Grèce, no. 14902/10, 31 juillet 2012](#)

[Creanga c. Roumanie, no. 29226/03, 23 février 2012](#)

[Popov c. France, no. 39472/07 et 39474/07, 19 janvier 2012](#)

[Keshmiri c. Turquie \(no. 2\), No. 22426/10, 17 janvier 2012](#) (uniquement en anglais)

[Stanev c. Bulgarie, no. 36760/06, 17 janvier 2012 \[GC\]](#)

[Yoh-Ekale Mwanje c. Belgique, no. 10486/10, 20 décembre 2011](#)

[Kanagaratnam et Autres c. Belgique, no. 15297/09, 13 décembre 2011](#)

[Longa Yonkeu c. Lettonie, no. 57229/09, 15 novembre 2011](#) (uniquement en anglais)

[Auad c. Bulgarie, no. 46390/10, 11 octobre 2011](#) (uniquement en anglais)

[Lokpo and Touré c. Hongrie, no. 10816/10, 20 septembre 2011](#) (uniquement en anglais)

[M. et autres c. Bulgarie, No. 41416/08, 26 juillet 2011](#) (uniquement en anglais)

[R.U. c. Grèce, no. 2237/08, 7 juin 2011](#)

[Rahimi c. Grece, no. 8687/08, 05 avril 2011](#)

[Kiyutin c. Russie, no. 2700/10, 10 mars 2011](#)

[M.S.S. c. Belgique et Grèce, no 30696/09, 21 janvier 2011 \[GC\]](#)

[Mikayil Mammadov c. Azerbaïdjan, no. 4762/05, 17 décembre 2010](#) (uniquement en anglais)

[Iskandarov c. Russie, no. 17185/05, 23 septembre 2010](#) (uniquement en anglais)

[Louled Massoud c. Malte, no. 24340/08, 27 juillet 2010](#) (uniquement en anglais)

[Medvedyev et Autres c. France, no. 3394/03, 29 mars 2010 \[GC\]](#)

[Raza c. Bulgarie, no. 31465/08, 11 février 2010](#) (uniquement en anglais)

[Muskhadzhiyeva et Autres c. Belgique, no. 41442/07, 19 janvier 2010](#)

[Rantsev c. Chypre et Russie, no. 25965/04, 07 janvier 2010](#)

[Rashed c. République Tchèque, no. 298/07, 27 novembre 2009](#)

[Kaboulov c. Ukraine, no. 41015/04, 19 novembre 2009](#) (uniquement en anglais)

[Mikolenko c. Estonie, no. 10664/05, 08 octobre 2009](#) (uniquement en anglais)

[Abdolkhani et Karimnia c. Turquie, no. 30471/08, 22 septembre 2009](#)

[S.D. c. Grèce, no. 53441/07, 11 juin 2009](#)

[A. et Autres c. Royaume-Uni, no. 3455/05, 19 février 2009 \[CG\]](#)

[Rashed c. République Tchèque, no. 298/07, 27 novembre 2008](#)

[Rusu c. Autriche, no. 34082/02, 02 octobre 2008](#) (uniquement en anglais)

[Sadaykov c. Bulgarie, no. 75157/01, 22 mai 2008](#) (uniquement en anglais)

[Ladent c. Pologne, no. 11036/03, 18 mars 2008](#)

[Saadi c. Royaume-Uni, no. 13229/03, 29 janvier 2008 \[GC\]](#)

[Riad et Idiab c. Belgique, nos. 29787/03 et 29810/03, 24 janvier 2008](#)

[Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c. Belgique, no. 13178/03, 12 octobre 2006](#)

[Chamaïev et autres c. Géorgie et Russie, no. 36378/02, 12 avril 2005](#)

[Singh c. République Tchèque, no. 60538/00, 25 janvier 2005](#)

[H.L. c. Royaume-Uni, no. 45508/99, 5 octobre 2004](#)

[Shamsa c. Pologne, nos. 45355/99 et 45357/99, 27 novembre 2003](#)

[Vasileva c. Danemark, no. 52792/99, 25 septembre 2003](#) (uniquement en anglais)

[H.M. c. Suisse, no. 39187/98, 26 février 2002](#)

[Čonka c. Belgique, no. 51564/99, 05 février 2002](#)

[Witold Litwa c. Pologne, no. 26629/95, 4 avril 2000](#)

[Baranowski c. Pologne, no. 28358/95, 28 mars 2000](#)

[Kerr c. Royaume-Uni, no. 40451/98, Décision partielle, 7 December 1999](#) (*uniquement en anglais*)

[Chahal c. Royaume-Uni, no. 22414/93, 15 novembre 1996](#)

[Amuur c. France, no. 19776/92, 25 juin 1996](#)

[Murray c. Royaume-Uni, no. 14310/88, 28 octobre 1994 \[GC\]](#)

[Dudgeon c. Royaume-Uni, no. 7525/76, 22 octobre 1981](#)

[Guzzardi c. Italie, no. 7367/76, 6 novembre 1980](#)

[Airey c. Irlande, no. 6289/73, 09 octobre 1979](#)

3. Comité européen des droits sociaux

[Commission internationale de juristes \(CIJ\) et Conseil européen sur les réfugiés et exilés \(ECRE\) c. Grèce, no.173/2018, 23 mai 2019](#)

[Comité Européen d'Action Spécialisée pour l'Enfant et la Famille dans leur Milieu de Vie \(EUROCEF\) c. France, no. 114/2015, 24 janvier 2018](#)

[Fédération européenne des Associations nationales travaillant avec les Sans-abri \(FEANTSA\) c. Pays Bas, no 86/2012, 02 juillet 2014](#)

[Fédération des Associations familiales catholiques en Europe \(FAFCE\) c. Irlande, no. 89/2013, 12 septembre 2014](#)

[Conférence des Eglises européennes \(CEC\) c. Pays-Bas, no. 90/2013, 01 juillet 2014](#)

[Défense des Enfants International \(DEI\) c. Belgique, no 69/2011, 23 octobre 2012](#)

[Défense des Enfants International \(DEI\) c. Pays-Bas, no. 47/2008, 20 octobre 2009](#)

[Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme c. France, no. 14/2003, 8 septembre 2004](#)

* * *

[Statement of interpretation on the rights of refugees under the European Social Charter, \(elaborated during the 280th session of the European Committee of Social Rights in Strasbourg, 7-11 September 2015\)](#) (*uniquement en anglais*)

4. Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants

[Fiche thématique, Rétention des migrants, mars 2017](#)

[Garanties pour les étrangers en situation irrégulière privés de liberté, Extrait du 19^e rapport général du CPT, publié en 2009](#)

5. Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains

[Traite des enfants, Chapitre thématique du 6^e Rapport Général sur les activités du GRETA, mai 2018](#)

[5^e Rapport général sur les activités du GRETA, couvrant la période du 1^{er} octobre 2014 au 31 décembre 2015, février 2016](#)

6. Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels

[Déclaration du Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels \(Convention de Lanzarote\) sur la protection des enfants migrants et réfugiés contre l'exploitation et les abus sexuels, juin 2018](#)

[Special report, Protecting children affected by the refugee crisis from sexual exploitation and sexual abuse, adopted by the Lanzarote Committee on 3 March 2017 \(uniquement en anglais\)](#)

7. Comité des ministres

[Réponse à la Recommandation d'APCE 2056 \(2014\), Les alternatives au placement en rétention d'enfants migrants, Doc. 13790, 19 mai 2015](#)

[Réponse à la Recommandation d'APCE 1900 \(2010\), La rétention administrative des demandeurs d'asile et des migrants en situation irrégulière en Europe, Doc. 12416, 15 octobre 2010](#)

[Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants \(adoptée par le Comité des Ministres le 17 novembre 2010, lors de la 1098^e réunion des Délégués des Ministres\)](#)

[Lignes directrices sur la protection des droits de l'homme dans le contexte des procédures d'asile accélérées \(adoptées par le Comité des Ministres le 1^{er} juillet 2009, lors de la 1062^e réunion des Délégués des Ministres\)](#)

[Vingt principes directeurs sur le retour forcé \(adoptées par le Comité des Ministres le 4 mai 2005, lors de la 925^e réunion des Délégués des Ministres\)](#)

[Recommandation Rec\(2003\)5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les mesures de détention des demandeurs d'asile \(adoptée par le Comité des Ministres le 16 avril 2003, lors de la 873^e réunion des Délégués des Ministres\)](#)

8. Assemblée parlementaire

Résolution 2020 (2014) et Recommandation 2056 (2014), Les alternatives au placement en rétention d'enfants migrants, 3 octobre 2014

Recommandation 1985(2011), Les enfants migrants sans-papiers en situation irrégulière : une réelle cause d'inquiétude, 7 octobre 2011

Résolution 1810 (2011) et Recommandation 1969 (2011), Problèmes liés à l'arrivée, au séjour et au retour d'enfants non accompagnés en Europe, 15 avril 2011

Rapport 12105, Résolution 1707 (2010) et Recommandation 1900 (2010), Rétention administrative des demandeurs d'asile et des migrants en situation irrégulière en Europe, 28 janvier 2010

Résolution 1637 (2008) et Recommandation 1850 (2008), Les « boat people » de l'Europe : arrivée par mer de flux migratoires mixtes en Europe du Sud, 28 novembre 2008

Résolution 1509 (2006) et Recommandation 1755 (2006), Droits fondamentaux des migrants irréguliers, 27 juin 2006

Recommandation 1703, Protection et assistance pour les enfants séparés demandeurs d'asile, 28 avril 2005

Recommandation 1547 (2002), Procédures d'expulsion conformes aux droits de l'homme et exécutées dans le respect de la sécurité et de la dignité, 22 janvier 2002

Campagne parlementaire pour mettre fin à la rétention d'enfants migrants, *Étude sur les pratiques de rétention des migrants et les alternatives à la rétention d'enfants migrants*, 2017

9. Représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés

Rapport de la visite d'information de l'Ambassadeur Tomáš Boček, Représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés, en Bulgarie du 13 au 17 novembre 2017, SG/Inf(2018)18, 19 avril 2018

Rapport de la visite d'information de l'Ambassadeur Tomáš Boček, Représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés, en Serbie et dans deux zones de transit en Hongrie, 12-16 juin 2017, SG/Inf(2017)33, 13 octobre 2017

Rapport de la visite d'information en Italie de l'ambassadeur Tomáš Boček, Représentant spécial du Secrétaire Général pour les migrations et les réfugiés, 16-21 octobre 2016, SG/Inf(2017)8, 2 mars 2017

Rapport thématique sur les enfants migrants et réfugiés préparé par le Représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés, SG/Inf(201)13, 10 mars 2017

Rapport de la visite d'information de l'Ambassadeur Tomáš Boček, Représentant spécial du Secrétaire Général pour les migrations et les réfugiés, en Turquie, 30 mai – 4 juin 2016, SG/Inf(2016)29, 10 août 2016

[Rapport de la visite d'information de l'Ambassadeur Tomáš Boček, Représentant spécial du Secrétaire Général pour les migrations et les réfugiés, en Grèce et dans « l'ex-République yougoslave de Macédoine », 7-11 mars 2016, SG/Inf\(2016\)18, 26 avril 2016](#)

10. Commissaire aux droits de l'homme

[Lives saved. Rights protected. Bridging the protecting gap for refugees and migrants in the Mediterranean, June 2019](#) *(uniquement en anglais)*

[Report of the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe, Dunja Mijatović, Following her Visit to Greece from 25 to 29 June 2018, CommDH\(2018\)24, 6 November 2018](#) *(uniquement en anglais)*

[Rapport par Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'homme suite à sa visite en Suisse du 22 au 24 mai 2017, CommDH\(2017\)26, 17 octobre 2017](#)

[Report by Nils Muižnieks, Commissioner for Human Rights of the Council of Europe, following his visit to Slovenia from 20 to 23 March 2017, CommDH\(2017\)21, 11 July 2017](#) *(uniquement en anglais)*

[Report by Nils Muižnieks, Commissioner For Human Rights of the Council of Europe Following his Visit to Cyprus From 7 to 11 December 2015, CommDH\(2016\)16, 31 March 2016](#) *(uniquement en anglais)*

[Memorandum on the human rights of asylum seekers and immigrants in the United Kingdom, CommDH\(2016\)17, 22 March 2016](#) *(uniquement en anglais)*

[Report By Nils Muižnieks Commissioner for Human Rights of the Council Of Europe Following his Visit to Belgium from 14 to 18 September 2015, CommDH\(2016\) 1, 28 January 2016](#) *(uniquement en anglais)*

[Report by Nils Muižnieks, Commissioner for Human Rights of the Council of Europe following his visit to Bulgaria from 9 to 11 February 2015, CommDH\(2015\)12, 22 June 2015](#) *(uniquement en anglais)*

[Report by Nils Muižnieks Commissioner For Human Rights of the Council of Europe Following his Visit to Hungary from 1 To 4 July 2014, CommDH\(2014\)21, 16 December 2014](#) *(uniquement en anglais)*

[Protection des droits de l'enfant : l'Europe doit mieux faire, 18 novembre 2014](#)

[Report by Nils Muižnieks, Commissioner for Human Rights of the Council of Europe, following his visit to the Netherlands from 20 to 23 May 2014, CommDH\(2014\)18, 14 October 2014](#) *(uniquement en anglais)*

[Report by Nils MUIŽNIEKS, Commissioner for Human Rights of the Council of Europe, following his visit to Denmark from 19 to 21 November 2013, CommDH\(2014\)4, 24 March 2014](#) *(uniquement en anglais)*

[Document de synthèse sur les droits des migrants mineurs en situation irréguliers, CommDH/PositionPaper\(2010\)6, 25 juin 2010](#)

[Document de synthèse sur les droits des migrants mineurs en situation irréguliers, CommDH/PositionPaper\(2010\)5, 24 juin 2010](#)

[Report by the Commissioner for Human Rights, Thomas Hammarberg, on his visit to the Netherlands 21-25 September 2008, CommDH\(2009\)2, 11 March 2009](#) *(uniquement en anglais)*

11. Programme européen de formation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit (HELP)

[Formation en ligne](#)

- Alternatives à la rétention *(uniquement en anglais)*
- Enfants migrants et réfugiés *(uniquement en anglais)*
- La Convention européenne des droits de l'homme et l'asile
- Droit à la liberté et à la sécurité *(uniquement en anglais)*

12. Autres publications

["Effective Alternatives to the Detention of Migrants", Conference Report, Strasbourg, 4 April 2019](#) *(uniquement en anglais)*

["Immigration Detention of Children: Coming to a Close?", Conference Report, Prague, 25-26 September 2017](#) *(uniquement en anglais)*

II. UNION EUROPÉENNE

1. Instruments juridiques

[Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne \(2012/C 326/02\)](#)

Droit secondaire

[Directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale](#)

[Directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale](#)

[Règlement \(UE\) no. 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride](#)

[Directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection](#)

[Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil](#)

[Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier](#)

[Directive 2004/81/CE du Conseil du 29 avril 2004 relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine et qui coopèrent avec les autorités compétentes](#)

2. Cour de justice de l'Union européenne

[Arrêt de la Cour du 15 mars 2017, Affaire C-528/15, *Salah Al Chodor et autres*, EU:C:2017:213](#)

[Arrêt de la Cour du 15 février 2016, Grande Chambre, Affaire C-601/15 PPU, *J. N. v Staatssecretaris voor Veiligheid en Justitie*, EU:C:2016:84](#)

[Arrêt de la Cour du 5 juin 2014, Affaire C-146/14 PPU, *Mahdi*, EU:C:2014:1320](#)

[Arrêt de la Cour du 27 février 2014, Affaire C-79/13, *Federaal agentschap voor de opvang van asielzoekers c. Saciri et autres*, ECLI:EU:C:2014:103](#)

[Arrêt de la Cour du 27 septembre 2012, Affaire C-179/11, *Cimade and GISTI v Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration*, ECLI:EU:C:2012:594](#)

[Arrêt de la Cour du 28 avril 2011, Affaire C-61/11 PPU, *Hassen El Dridi, alias Karim Soufi*, EU:C:2011:268](#)

[Arrêt de la Cour du 30 novembre 2009, Grande Chambre, Affaire C-357/09 PPU, *Said Shamilovich Kadzoev \(Huchbarov\)*, EU:C:2009:741](#)

3. Commission européenne

[Recommandation et Annexe \(UE\) 2017/2338 de la Commission du 16 novembre 2017 établissant un «manuel sur le retour» commun devant être utilisé par les autorités compétentes des États membres lorsqu'elles exécutent des tâches liées au retour](#)

[Communication de la Commission au Parlement Européen et au Conseil, La protection des enfants migrants, COM\(2017\) 211 final, 12 avril 2017](#)

[Communication de la Commission au Parlement Européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Un agenda européen en matière de migration, COM\(2015\) 240 final, 13 mai 2015](#)

[Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur la politique de l'Union européenne en matière de retour, COM\(2014\) 199 final, 28 mars 2014](#)

[Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Plan d'action pour les mineurs non accompagnés \(2010-2014\), COM\(2010\) 213 final, 6 mai 2010](#)

4. Parlement européen

[Résolution du Parlement européen du 12 septembre 2013 sur la situation des mineurs non accompagnés dans l'Union européenne \(2012/2263\(INI\)\)](#)

[Résolution du Parlement européen du 4 février 2014 sur les femmes migrantes sans papiers dans l'Union européenne \(2013/2115\(INI\)\)](#)

5. Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

[FRA, *European legal and policy framework on immigration detention of children*, 2017 \(uniquement en anglais\)](#)

[FRA, "*Alternatives to detention for asylum seekers and people in return procedures*", October 2015 \(uniquement en anglais\)](#)

[FRA, *Detention of third country nationals in return procedures*, 30 November 2010 \(uniquement en anglais\)](#)

6. Réseau européen des migrations

[EMN, *Synthesis Report – The Use of Detention and Alternatives to Detention in the Context of Immigration Policies*, November 2014 \(uniquement en anglais\)](#)

III. NATIONS UNIES

1. Instruments juridiques

[Convention relative aux droits des personnes handicapées, 13 décembre 2006](#)

[Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 18 décembre 2002](#)

[Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, 15 novembre 2000](#)

[Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, 15 novembre 2000](#)

[Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, 18 décembre 1990](#)

[Convention relative aux droits de l'enfant, 20 novembre 1989](#)

[Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 18 décembre 1979](#)

[Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 16 décembre 1966](#)

[Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 16 décembre 1966](#)

[Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 21 décembre 1965](#)

[Convention relative au statut des apatrides, 28 septembre 1954](#)

[Convention relative au statut des réfugiés, 28 juillet 1951](#)

2. Autres Standards

[Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, 30 juillet 2018](#)

[Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, résolution adoptée par l'Assemblée générale, A/RES/71/1, 19 septembre 2016](#)

[Protection des migrants, résolution adoptée par l'Assemblée générale, A/RES/70/147, 25 février 2016](#)

[Enfants et adolescents migrants, résolution adoptée par l'Assemblée générale, A/RES/69/187, 11 février 2015](#)

[Protection des migrants, résolution adoptée par l'Assemblée générale, A/RES/67/172, 3 avril 2013](#)

[Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants, résolution adoptée par l'Assemblée générale, A/RES/64/142, 24 février 2010](#)

[Protection des migrants, résolution adoptée par l'Assemblée générale, A/RES/63/184, 17 mars 2009](#)

[Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté \(Règles de Tokyo\), adoptées par l'Assemblée générale, A/RES/45/110, 14 décembre 1990](#)

[Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, adopté par l'Assemblée générale, A/RES/43/173, 9 décembre 1988](#)

3. Organes de traités

3.1 Comité des droits de l'homme

3.1.1 Enfants

[Zeyad Khalaf Hamadie Al-Gertani c. Bosnie-Herzégovine, Communication No 1955/2010, CCPR/C/109/D/1955/2010, vues adoptées le 1 novembre 2013](#)

[F. K. A. G. et consorts c. Australie, Communication No 2094/2011, CCPR/C/108/D/2094/2011, vues adoptées le 26 juillet 2013](#)

[Saed Shams et al. c. Australie, Communications Nos 1255, 1256, 1259, 1260, 1266, 1268, 1270, 1288/2004, CCPR/C/90/D/1255, 1256, 1259, 1260, 1266, 1268, 1270&1288/2004, vues adoptées le 20 July 2007](#)

[Danyal Shafiq c. Australie, Communication No 1324/2004, CCPR/C/88/D/1324/2004, vues adoptées le 31 October 2006](#)

[Ali Aqsar Bakhtiyari and Roqaiha Bakhtiyar c. Australie, Communication No 1069/2002, CCPR/C/79/D/1069/2002, vues adoptées le 29 October 2003](#)

[Omar Sharif Baban c. Australie, Communication No 1014/2001, CCPR/C/78/D/1014/2001, vues adoptées le 6 août 2003](#)

[C. c. Australie, Communication No 900/1999, CCPR/C/76/D/900/1999, vues adoptées le 28 octobre 2002](#)

[A. c. Australie, Communication No 560/1993, CCPR/C/59/D/560/1993, vues adoptées le 30 avril 1997](#)

[Ismet Celepli c. Suède, Communication No 456/1991, CCPR/C/51/D/456/1991, vues adoptées le 18 July 1994](#)

[Van Alphen v. the Netherlands, Communication No. 305/1988, CCPR/C/39/D/305/1988, Views adopted on 23 July 1990](#) (*uniquement en anglais*)

3.1.2 Observations générales

[Observation générale No 35, Article 9 \(Liberté et sécurité de la personne\), CCPR/C/GC/35, 16 décembre 2014](#)

[Observation générale No 31, La nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte, CCPR/21/Rev/1/Add.,13, 26 mai 2004](#)

[Observation générale No 27, Liberté de circulation \(Article 12\), CCPR/21/Rev.1/Add.9, 2 novembre 1999](#)

[Observation générale No 20, Article 7 \(Interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants\), HRI/GEN/1/Rev.1, 10 mars 1992](#)

3.2 Comité des droits économiques, sociaux et culturels

[Devoirs des États envers les réfugiés et les migrants au titre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, E/C.12/2017/1, 13 mars 2017](#)

3.3 Comité des droits de l'enfant

[Observation générale conjointe No 4 \(2017\) du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et no 23 \(2017\) du Comité des droits de l'enfant sur les obligations des États en matière de droits de l'homme des](#)

enfants dans le contexte des migrations internationales dans les pays d'origine, de transit, de destination et de retour, CMW/C/GC/4-CRC/C/GC/23, 16 novembre 2017

Observation générale conjointe No 3 (2017) du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et no 22 (2017) du Comité des droits de l'enfant sur les principes généraux relatifs aux droits de l'homme des enfants dans le contexte des migrations internationales, CMW/C/GC/3-CRC/C/GC/22, 16 novembre 2017

Observation générale No 20 (2016) sur la mise en œuvre des droits de l'enfant pendant l'adolescence, CR/C/GC/20, 6 décembre 2016

Observation générale No 14 (2013) sur le droit de l'enfant à ce que son intérêt supérieur soit une considération primordiale (art. 3, par. 1), CRC/C/GC/14, 29 mai 2013

Observation générale No 6 (2005) sur le traitement des enfants non accompagnés et des enfants séparés en dehors de leur pays d'origine, CRC/GC/2005/6, 1er septembre 2005

Observation générale No 5 (2003) sur les mesures d'application générales de la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 4, 42 et 44, par. 6), CRC/GC/2003/5, 27 novembre 2003

* * *

Committee on the Rights of the Child, Report of the 2012 Day of General Discussion on the Rights of All Children in the Context of International Migration, 28 September 2012, (uniquement en anglais)

3.4 Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Observation générale No 2 sur les droits des travailleurs migrants en situation irrégulière et des membres de leur famille, CMW/C/GC/2, 28 août 2013

3.5 Comité contre la torture

Observation générale No 20 (2012) sur l'application de l'article 14 par les États parties, CAT/C/GC/3, 13 décembre 2012

3.6 Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Recommandation générale No 32 sur les femmes et les situations de réfugiés, d'asile, de nationalité et d'apatridie, CEDAW/C/GC/32, 14 décembre 2014

3.7 Comité des droits des personnes handicapées

Concluding observations European Union, CRPD/C/EU/CO/1, 2 October 2015, (uniquement en anglais)

4. Haute Commissaire pour les réfugiés

4.1 Documents relatifs à la politique et à la gouvernance, lignes directrices, rapports, etc.

[UNHCR, Report of the United Nations High Commissioner for Refugees Part II, Global compact on refugees, A/73/12 \(Part II\), August 2018 \(uniquement en anglais\)](#)

[Position du HCR concernant la détention des enfants réfugiés et migrants dans le contexte des migrations, janvier 2017](#)

[UNHCR, Baseline Report - Detention situation as of end 2013. Beyond Detention: A Global Strategy to support governments to end the detention of asylum-seeker and refugees, 2014-2019, August 2016, \(uniquement en anglais\)](#)

[UNHCR, Progress Report mid-2016. Beyond Detention: A Global Strategy to support governments to end the detention of asylum-seeker and refugees, 2014-2019, August 2016, \(uniquement en anglais\)](#)

[UNHCR, Options Paper 1: Options for governments on care arrangements and alternatives to detention for children and families, 2015, \(uniquement en anglais\)](#)

[UNHCR, Options Paper 2: Options for governments on open reception and alternatives to detention, 2015, \(uniquement en anglais\)](#)

[UNHCR, Second Global Roundtable on Reception and Alternatives to Detention, Toronto, Canada, 20-22 April 2015, Summary of deliberations, August 2015, \(uniquement en anglais\)](#)

[Situation de la détention à la fin de 2013. Au-delà de la détention 2014-2019, Une Stratégie mondiale visant à soutenir les gouvernements pour mettre fin à la détention des demandeurs d'asile et des réfugiés, 2014](#)

[Principes directeurs relatifs aux critères et aux normes applicables à la détention des demandeurs d'asile et alternatives à la détention, 2012](#)

[Table Ronde globale sur les alternatives à la détention des demandeurs d'asile, réfugiés, migrants et apatrides, Résumé des conclusions, Genève, Suisse, 11-12 mai 2011, Conclusions, juillet 2011](#)

[Note sur les politiques et procédures à appliquer dans le cas des enfants non accompagnés en quête d'asile, Genève, Suisse, février 1997](#)

4.2 ExCom et Comité permanent

[UNHCR, Alternatives to detention, 3 June 2015, \(uniquement en anglais\)](#)

[Conclusion générale sur la protection internationale sur la protection internationale No 85 \(XLIX\), 9 octobre 1998](#)

[Détention des réfugiés et des personnes en quête d'asile, No 44 \(XXXVII\), 13 octobre 1986](#)

4.3 Manuels, outils de formation, etc.

Modules d'auto-apprentissage sur les alternatives à la détention, novembre 2018

[Module 0](#)

[Module 1](#)

[Module 2](#)

[Modul 2/2](#)

[Module 2/3](#)

[Module 3](#)

[Module 4](#)

[Module 4/2](#)

[Module 5](#)

[Module 6](#)

[UNHCR Beyond Detention Toolkit: Guiding Questions for the assessment of Alternatives to Detention, May 2018](#), (uniquement en anglais)

[UNHCR, Compilation of International Human Rights Law and Standards on Immigration Detention, February 2018](#), (uniquement en anglais)

[UNHCR Detention Checklist, July 2017](#), (uniquement en anglais)

[UNHCR, Stateless Persons in Detention: A tool for their identification and enhanced protection, June 2017](#), (uniquement en anglais)

[HCR, International Detention Coalition, Outil d'examen de la vulnérabilité - Déterminer et prendre en compte les situations de vulnérabilité : outils pour les systèmes d'asile et de migration, 2016](#)

5. Organisation Internationale pour les Migrations

[Immigration Detention and Alternatives to Detention, 2017](#), (uniquement en anglais)

[International Migration Law Information Note on International Standards on Immigration Detention and Non-Custodial Measures, IOM Submission to the Working Group on Arbitrary Detention, November 2016](#), (uniquement en anglais)

6. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

[Principes at Directives Recommandes sur les droits de l'homme aux frontières internationales, 2014](#)

[OHCHR, Recommended Principles and Guidelines on Human Rights and Human Trafficking, E/2002/68/Add.1, 20 May 2002](#), (uniquement en anglais)

[Situation des migrants en transit, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, A/HRC/31/35, 27 janvier 2016](#)

7. Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme

7.1 Groupe de travail sur la détention arbitraire

[Délibération No 5 révisée sur la privation de liberté des migrants, A/HRC/39/45, 7 février 2018](#)

[Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, A/HRC/30/37, 6 juillet 2015](#)

[Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire, A/HRC/13/30, 18 janvier 2010](#)

[Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire, A/HRC/10/21, 16 février 2009](#)

[Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire, A/HRC/7/4, 10 janvier 2008](#)

7.2 Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants

[Note du Secrétaire Générale, Droits de l'homme des migrants, A/71/285, 4 août 2016](#)

[Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, François Crépeau, Étude régionale: la gestion des frontières extérieures de l'Union européenne et ses incidences sur les droits de l'homme des migrants, A/HRC/23/46, 24 avril 2013](#)

[Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, François Crépeau, A/HRC/20/24, 2 avril 2012](#)

[Report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants, Jorge Bustamante, A/65/222, 4 August 2010](#)

[Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des travailleurs migrants, Jorge Bustamante, A/HRC/11/17, 14 mai 2009](#)

[Report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants, Gabriela Rodríguez Pizarro, E/CN.4/2003/85, 30 December 2002, \(uniquement en anglais\)](#)

7.3 Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

[Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Juan E. Méndez, A/HRC/28/68, 5 mars 2015](#)

7.4 Rapporteuse spéciale sur la traite des personnes

[Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, A/HRC/38/45, 14 mai 2018](#)

[Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, A/HRC/32/41, 3 mai 2016](#)

8. Fond des Nations Unies pour l'enfance

[UNICEF Working Paper, Alternatives to Immigration Detention of Children, February 2019, \(uniquement en anglais\)](#)

[UNICEF, A child is a child - Protecting children on the move from violence, abuse and exploitation, UNICEF, May 2017, \(uniquement en anglais\)](#)

IV. DOCUMENTS DE BASE

1. Études, rapports, articles, etc.

[Initiative pour les enfants migrants, Détention d'enfants migrants dans l'UE, mars 2019](#)

[E. Ohtani, Alternatives to detention: from theory to practice, Evaluation of three engagement-based alternative to immigration detention pilot projects in Bulgaria, Cyprus and Poland, July 2018](#) (uniquement en anglais)

[Dr G. Durcan, J. Stubbs and Dr J. Boardman, Report, Immigration Removal Centres in England: A mental health needs analysis, Centre for mental health, January 2017](#) (uniquement en anglais)

[Inter-Agency Working Group \(IAWG\) to End Child Immigration Detention, Summary of normative standards and recommendations on ending child immigration detention, August 2016](#) (uniquement en anglais)

[Detention Action, Without Detention: Opportunities for alternatives, September 2016](#) (uniquement en anglais)

[L. Van der Vennet, L., Détention des enfants en famille en Belgique : analyse de la théorie et de la pratique, Plate-forme Mineurs en Exil, Plate-forme Mineurs en exil, Décembre 2015](#)

[International Detention Coalition \(IDC\), Des alternatives existent : Synthèse de la mise à jour de la publication Des alternatives existent sur la prévention de la détention inutile des migrants, 2015](#)

[P. De Bruycker, A. Bloomfield, E. Tsourdi and J. Pétin, Alternatives to Immigration and Asylum Detention in the EU, Odysseus Network, January 2015](#) (uniquement en anglais)

[Inter-American Court of Human Rights, Advisory Opinion OC-21/14, 19 August 2014](#) (uniquement en anglais)

[Centre d'études sur les réfugiés, Détention, alternatives à la detentions et expulsion, Revue des migrations forcées, no 44, octobre 2013](#)

[J. Phelps, Alternatives , Alternatives à la détention au Royaume-Uni : de la coercition a l'implication ?, Revue des migrations forcées, no 44, octobre 2013](#)

[C. Costello and E. Kaytaz, Building Empirical Research into Alternatives to Detention: Perceptions of Asylum-Seekers and Refugees in Toronto and Geneva, UNHCR Legal and Protection Policy Research Series, PPLA/2013/02.REV.1, June 2013](#) (uniquement en anglais)

[Better Care Network et al., Identifying basic characteristics of formal alternative care settings for children: A Discussion Paper, March 2013](#) (uniquement en anglais)

[K. Marsh, M. Venkatachalam and K. Samanta, An economic analysis of alternatives to long-term detention, Matrix Evidence, 2012](#) (uniquement en anglais)

[A. Edwards, Back to Basics: The Right to Liberty and Security of Person and 'Alternatives to Detention of Refugees,' Asylum-Seekers, Stateless Persons and Other Migrants, UNHCR Legal and Protection Policy Research Series, PPLA/2011/01.Rev.1, April 2011](#) (uniquement en anglais)

[Jesuit Refugee Service \(JRS\), *From Deprivation to Liberty: Alternatives to detention in Belgium, Germany and the United Kingdom*, December 2011](#) (uniquement en anglais)

[H. Crawley, *Ending the detention of children: developing an alternative approach to family returns*, Centre for Migration Policy Research \(CMPR\), June 2010](#) (uniquement en anglais)

[JRS–Europe, *Becoming Vulnerable in Detention: Civil Society Report on the Detention of Vulnerable Asylum Seekers and Irregular Migrants in the European Union \(The DEVAS Project\)*, June 2010](#) (uniquement en anglais)

[Amnesty International, *Migrants en situation irrégulière et demandeurs d’asile : des solutions pour éviter la détention*, 2009](#)

[International Detention Coalition \(IDC\), *Case management as an alternative to immigration detention: the Australian Experience*, June 2009](#) (uniquement en anglais)

[Jesuit Refugee Services \(JRS\), *Alternatives to Detention of Asylum Seekers, Working paper*, October 2008](#) (uniquement en anglais)

[O. Field and A. Edwards, *Alternatives to Detention of Asylum-Seekers and Refugees*, UNHCR Legal and Protection Policy Research Series, POLAS/2006/03, April 2006](#) (uniquement en anglais)

[Physicians for Human Rights and The Bellevue/NYU program for survivors of torture, *“From persecution to prison: the health consequences of detention for asylum seekers,”* June 2003](#) (uniquement en anglais)

[European Council on Refugees and Exiles \(ECRE\), *Research Paper on Alternatives to Detention; Practical Alternatives to the Administrative Detention of Asylum Seekers and Rejected Asylum Seekers*, September 1997](#) (uniquement en anglais)

2. Outils en ligne

International Detention Coalition (IDC), [Interactive Map – Alternatives to Detention](#) (uniquement en anglais)

[Global NextGen Index](#) (uniquement en anglais)